

Les travailleurs, acteurs indispensables et moteurs de la transition écologique

Par Laurent BERGER

Secrétaire général de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

La nécessité de repenser nos modèles de production et de consommation est devenue évidente. Mais il y a plusieurs façons de réaliser les transitions écologique et énergétique que nous attendons. Celle que nous refusons, c'est une transition brutale et décidée unilatéralement. Pour être justes, acceptées et durables, ces transitions doivent être pensées collectivement. Il faut faire de ces transitions un chantier démocratique, organiser un débat pour pouvoir décider ensemble de la manière d'évoluer vers un mode de développement plus respectueux de notre environnement, des citoyens et, parmi eux, des travailleurs. Le travail et l'emploi ne peuvent être des variables d'ajustement. Ce sont les clés de la réussite de cette transition écologique qui doit être regardée à hauteur d'homme.

L'indispensable transition vers un modèle de développement de qualité

Ouragans, incendies, pluies diluviennes... Les catastrophes naturelles se multiplient et s'intensifient au rythme du réchauffement climatique. Ce phénomène est la conséquence directe du mode de vie des pays industrialisés, de la déforestation, de l'agriculture intensive et de l'exploitation des énergies fossiles. Ce mode de production fortement consommateur de matières premières et polluant pèse lourdement sur l'Homme, sur la biodiversité et sur des ressources naturelles qui ne sont pas infinies.

Face à ces pressions écologiques et énergétiques, nous ne sommes pas égaux. Ces dérèglements aggravent les inégalités sociales ou en engendrent de nouvelles. À chaque catastrophe climatique, les personnes les plus précaires sont les moins préparées, les plus touchées et les plus démunies pour reconstruire leur habitation et accéder aux soins. Il n'est plus temps de commenter. Il faut enclencher sans plus tarder la transformation de notre modèle de développement.

La transition écologique est un beau projet commun pour l'avenir, parce qu'elle invite à renouer avec la qualité pour tous, plutôt que la quantité pour quelques-uns seulement. Le syndicalisme international a un mot d'ordre : « Il n'y aura plus d'emploi sur une planète morte ! »

La transition écologique nous concerne toutes et tous. Elle peut être aussi une opportunité de vivre et de travailler mieux, d'adopter des modes de fonctionnement plus

démocratiques et de réinterroger la finalité de l'économie, le rôle de l'entreprise... Les transitions écologique et numérique en cours sont souvent perçues comme des menaces. C'est vrai qu'elles comportent des risques à certains égards. Mais elles offrent aussi de réelles opportunités à saisir, pour reconstruire un projet de société plus juste et davantage porteur de progrès.

La CFDT a très vite intégré les préoccupations environnementales à ses réflexions et à ses revendications. Dès les années 1960, nous avons dénoncé le fait que les ouvriers étaient plus exposés que les classes plus aisées aux risques environnementaux, non seulement dans leur travail, mais également en dehors de celui-ci du fait de leur environnement urbain. De la même manière, nous nous interrogeons sur les finalités de la croissance et nous nous inquiétons des dégâts potentiels des évolutions technologiques présentées alors comme des progrès.

Or, les modèles productivistes n'ont pas seulement épuisé les ressources naturelles, ils ont aussi épuisé les femmes et les hommes.

La filière porcine, en Bretagne, en est une bonne illustration. Le problème, ce n'est pas uniquement la prolifération des algues vertes, ce sont aussi les conditions de travail dans les abattoirs.

La CFDT a toujours porté une volonté de transformation sociale qui nous conduit à interroger le modèle de développement actuel et à formuler des propositions concrètes pour une croissance durable et de qualité au service du

Photo © J. Le Gall Plérin/PHOTOPQR/Ouest France-MAXPPP



Situé à Plérin en Bretagne (Côtes d'Armor), le Marché du Porc breton est le marché sur lequel est fixé le prix de référence de cette viande pour l'ensemble de la France, 18 août 2015.

« Or, les modèles productivistes n'ont pas seulement épuisé les ressources naturelles, ils ont aussi épuisé les femmes et les hommes. »

bien-être tant individuel que collectif. Si nous posons un regard attentif sur les questions sociétales, c'est dans l'optique de parvenir à l'émancipation des travailleurs, laquelle doit être conquise dans tous les aspects de leur vie, y compris en dehors des murs de l'entreprise. La pollution, l'aménagement de notre cadre de vie, la qualité de notre alimentation, la consommation... : ça nous concerne ! L'écologie n'est pas un simple supplément d'âme, c'est aussi une question structurante.

La transition écologique peut constituer une formidable opportunité pour mettre en œuvre un modèle de développement de qualité qui concilie performance économique et sociale, qualité de la vie et protection de l'environnement.

Sur le plan économique, nous pouvons aller vers un système productif plus sobre en énergie et plus résilient, qui repose sur l'innovation et la montée en gamme des produits et des services.

En matière sociale, nous pouvons créer des emplois non délocalisables et respectueux du bien-être de chacun.

Et, bien sûr, en ce qui concerne la qualité de la vie, nous devons faire en sorte de pouvoir respirer un air moins pollué, avoir une alimentation plus saine, lutter contre la précarité énergétique...

Mais cette transition ne sera pas spontanée, il faut donc passer aux actes et accélérer le mouvement !

Pour être réussies, les transitions écologique et énergétique doivent être justes et porteuses de progrès social

La première condition de la réussite de la transition écologique, c'est la justice sociale. Ce sont des efforts partagés par tous afin de concilier développement économique et lutte contre les inégalités sociales que renforcent les inégalités environnementales dans l'accès à la mobilité, à l'alimentation et à la santé. Aucun effort ne sera accepté si nous ne construisons pas une société plus juste. Être attentif à une transition écologique juste, c'est précisément le leitmotiv du mouvement syndical européen, qui est d'ores et déjà engagé dans la lutte contre le changement climatique.

Il faut mettre les questions d'emploi et de travail au cœur de la transition énergétique. Les travailleurs ne doivent pas être des variables d'ajustement. Avec la prise en compte accrue des contraintes environnementales, de nouvelles activités vont émerger et croître, et d'autres activités existantes vont devoir se transformer, ou, à défaut, décliner et disparaître. Ces évolutions, il ne faut ni les nier ni les freiner.

ner. Mais il faut les anticiper et les préparer. Chaque fois que cela est possible, évitons le gâchis de compétences qu'est la fermeture d'un site de production qui rassemble des compétences collectives et des savoir-faire qui pourraient servir pour d'autres activités.

La CFDT a expérimenté les « CV de site ». Cette démarche consiste à anticiper les difficultés et à éviter la fermeture d'un site grâce au dialogue social. Entre partenaires sociaux et pouvoirs publics, il est possible d'étudier les compétences collectives des salariés d'un site et d'identifier leur capacité à évoluer ensemble vers une activité plus porteuse économiquement. Les contrats de transition écologique peuvent aussi être un bon outil, s'ils permettent aux territoires de réaliser les mutations économiques nécessaires de façon responsable, et aux salariés d'être accompagnés et sécurisés dans leurs parcours de vie.

Ce dernier point est essentiel pour permettre à chacun de prendre part à ces évolutions. Le compte personnel de formation défendu par la CFDT va dans ce sens, car il permet de se former tout au long de la vie et d'être acteur de son propre parcours.

On parle beaucoup d'emploi, mais c'est aussi le travail qui va être transformé. Si l'on veut réduire la consommation énergétique et l'empreinte environnementale dans les entreprises et dans les administrations, nos habitudes de travail et nos compétences vont devoir évoluer. C'est l'occasion de repenser l'organisation du travail en partant de la parole des salariés. Dès lors que l'on sort d'une vision de la performance basée sur la réduction des coûts et l'épuisement des ressources naturelles, c'est le travail humain et la création collective qui sont revalorisés comme facteurs de richesse.

Plus largement, pour mieux accompagner tous les travailleurs, c'est notre système de protection sociale qu'il faut renforcer afin qu'il offre les bonnes protections face à ces nouvelles réalités.

Notre modèle social a servi de formidable amortisseur lors de la crise économique de 2008. Il laisse cependant perdurer et se creuser des inégalités et, surtout, il laisse passer trop de personnes entre les mailles du filet.

Conçu initialement pour le travail salarié, il ne protège plus une partie de la population (jeunes précarisés, *freelance*...). Les parcours professionnels sont par ailleurs de plus en plus hachés et certains cumulent plusieurs statuts professionnels. Avec la transition écologique, de nombreuses personnes devront évoluer dans leur emploi et, parfois même, en changer.

Construisons donc les protections qui leur permettront de ne pas vivre ces transitions comme des abandons, mais plutôt comme de nouvelles opportunités.

La CFDT défend depuis longtemps la nécessité de transformer notre modèle social pour qu'il protège mieux l'ensemble des actifs, et ce, quels que soient leurs statuts et leurs situations. Nous avons obtenu la création du compte personnel d'activité, un socle de droits attachés à la personne tout au long de sa vie professionnelle, et qui sont

mobilisables en fonction de ses besoins. C'est une base à étoffer.

En y ajoutant un maximum de droits, le compte personnel d'activité (CPA) peut devenir le pivot de notre nouveau modèle social. Il s'agit de protéger les personnes, et non plus seulement les emplois. Face à l'angoisse générée par des ruptures qui s'accroissent, sécuriser et protéger est une urgence sociale et démocratique.

Il ne suffit pas d'ailleurs de créer de nouveaux droits, encore faut-il que tout un chacun soit en capacité de les exercer. Chacun doit pouvoir être accompagné dans ses projets, tout en donnant la priorité aux plus fragiles. L'accompagnement global et personnalisé doit être la pierre angulaire de la sécurisation des parcours professionnels. Si l'on ne place pas la question sociale au cœur de la transition écologique, c'est sa réussite même qui sera compromise. On ne peut pas vouloir en même temps la révolution écologique et le maintien d'un conservatisme social.

Pour être réussies, ces transitions doivent être décidées et organisées démocratiquement

L'autre élément essentiel à la réussite de la transition écologique, c'est le cadre démocratique. Cette transition doit être facteur d'une émancipation à la fois individuelle et collective.

L'action publique est indispensable à tous les niveaux, au niveau européen comme au niveau local. L'État doit créer le jeu d'incitations réglementaires et fiscales qui nous mettra sur la bonne trajectoire. Il doit investir et flécher les investissements privés vers les secteurs d'avenir, ceux que nous aurons identifiés collectivement comme étant porteurs de progrès économique, social et (bien entendu) environnemental. Nous avons besoin d'une politique industrielle claire qui soit coordonnée avec la recherche, avec l'offre de formations et tous les acteurs impliqués. En matière énergétique, l'Union européenne paraît être le bon niveau de décision. La CFDT est favorable à une politique énergétique commune équitable et solidaire et à une vraie politique industrielle européenne. La transition énergétique peut être un bon levier pour relancer le projet européen.

Mais toutes ces décisions stratégiques doivent être fixées collectivement et démocratiquement, après consultation de la société. Pour les citoyens, la transition écologique est trop souvent perçue comme un concept lointain, contraignant au quotidien ou menaçant pour leur emploi. Si des mesures sont imposées sans concertation, le risque est grand que l'on aboutisse à une transition qui ne soit ni efficace sur le plan environnemental ni juste sur le plan social.

Pour que chacun puisse prendre part à ces choix stratégiques, il faut organiser une large concertation. En faisant le choix du dialogue social, de la délibération et de la participation citoyenne, les décisions seront plus équilibrées et durables, et seront donc mieux acceptées par le plus grand nombre. Plus que le résultat, c'est le processus de concertation entre tous les acteurs concernés par ces transitions nécessaires qui a justifié le soutien de la CFDT à l'Accord de Paris et à la loi de transition énergétique.

Il est important de laisser une marge de manœuvre aux acteurs de terrain (collectivités territoriales, associations, organisations syndicales...). Nous avons besoin d'un cadre national qui fixe les grands objectifs et qui en contrôle la mise en application. Mais il faut aussi laisser une place à l'expérimentation et à la construction collective de solutions. La société est porteuse de projets dynamiques et innovants bien ancrés dans les territoires. Il faut les valoriser et les amplifier. Ayons confiance en l'intelligence collective ! Un peu plus d'horizontalité et de subsidiarité ne feraient pas de mal à notre démocratie. Et l'enjeu est le même dans les entreprises.

Les entreprises les plus résilientes aux changements sont celles qui sont engagées localement et globalement, qui impliquent leurs salariés, respectent la nature et produisent de la cohésion en interne comme avec leurs autres parties prenantes. Ce sont donc celles qui ont fait de la responsabilité sociale et environnementale un axe fort de leur stratégie.

Si l'on souhaite des entreprises plus respectueuses de l'environnement et plus soucieuses du long terme, alors on ne peut pas laisser l'entière responsabilité du pouvoir entre les mains des actionnaires. La financiarisation de l'économie a en effet parfois favorisé des stratégies financières prédatrices. Il faut vite en revenir au temps long.

Pour la CFDT, une entreprise, c'est d'abord un projet partagé, un lieu de création collective. Il faut plus que jamais partir du projet industriel liant l'ensemble des parties constituantes, à savoir les salariés, leurs dirigeants et les actionnaires. Et le meilleur garant du temps long, aujourd'hui, c'est la participation des salariés à la gouvernance de leur entreprise, notamment par l'intermédiaire

des administrateurs salariés. Leur présence dans les entreprises devrait être renforcée. Si toutes les parties prenantes doivent être écoutées, les salariés peuvent, plus que tout autre, être des acteurs et des moteurs de la transition écologique.

La transformation de notre modèle de production ne se fera pas naturellement. Nous avons besoin d'une impulsion politique et de l'implication de l'ensemble des acteurs de la société. Pour concilier écologie et emploi, le syndicalisme a donc, bien entendu, son rôle à jouer. Il doit contribuer à poser les bases d'un nouveau modèle social qui soit de nature à sécuriser les transitions. Les organisations syndicales doivent également pouvoir s'investir dans le dialogue économique et social, au niveau des branches et des entreprises, pour favoriser le développement des filières d'avenir. Il ne s'agit pas de s'opposer aux décisions indispensables (telle que la baisse des subventions au charbon), mais bien plutôt de les sécuriser en exigeant, en contrepartie, un effort équivalent en matière de recherche & développement et en matière d'accompagnement des salariés.

La transition écologique sera une belle opportunité. Mais seulement si nous sommes capables de nous donner les moyens de la mettre en œuvre collectivement. Nous ne pouvons plus nous contenter de reproduire les mécanismes hérités du passé. Il est temps de valoriser ce qui compte avant tout : le travail collectif, les savoir-faire de chacun et les activités qui créent de la vraie richesse, tout à la fois économique, sociale et environnementale.

Sur ce chemin que nous devons construire, le dialogue, l'attention portée à chacun et le souci du collectif et de la justice sociale doivent être notre boussole.